

A.4 Améliorations structurelles

Décision du Conseil d'Etat:
Approbation par la Confédération:

Interaction avec fiches: **A.1, A.3, A.7, A.8, A.12, A.13, A.14, C.3, D.3, D.4**

Stratégie de développement territorial

- 1.1 : Créer les conditions favorables pour une agriculture diversifiée et compétitive
- 1.2 : Conserver des surfaces non urbanisées dans la plaine du Rhône
- 1.4 : Préserver les paysages naturels et culturels
- 3.6 : Délimiter l'urbanisation afin de préserver des espaces pour l'agriculture et la nature

Instances

Responsable: SCA

Concernées:

- Confédération
- Canton: SDE, SDT, SFP, SPE, SRTCE
- Commune(s): Toutes
- Autres

Contexte

Les améliorations structurelles regroupent plusieurs domaines, dont les améliorations foncières, les constructions et assainissements de bâtiments ruraux, ainsi que le maintien et l'amélioration de structures traditionnelles telles que bisses, murs en pierres sèches et bâtiments alpestres. Elles prennent également en compte les projets de développement régional, la promotion des produits indigènes et régionaux, ainsi que les améliorations de toute structure en milieu rural. Elles permettent d'améliorer les conditions de travail des agriculteurs tout en préservant les richesses du patrimoine agricole culturel, paysager et environnemental. De manière générale, la politique structurelle doit permettre un développement harmonieux des structures de production en milieu rural, ceci aussi bien en matière de génie rural (p.ex. remaniements parcellaires, routes, murs, irrigation) que de bâtiments d'exploitation. Les améliorations structurelles sont nécessaires pour accompagner la réalisation de projets tels que la construction de nouvelles infrastructures de transport (A9), le projet « 3^e correction du Rhône » et d'autres projets d'aménagements et de renaturation de cours d'eau.

Les orientations de la politique agricole de la Confédération (PA 2014-2017) mettent l'accent sur l'amélioration de la compétitivité et sur la durabilité. Les améliorations structurelles permettent de créer des structures optimales et durables, indispensables à l'accomplissement du mandat constitutionnel de multifonctionnalité confié à l'agriculture. Elles visent l'amélioration des bases d'exploitation de façon à diminuer les frais de production, ainsi que l'amélioration des conditions économiques et de la vie rurale, particulièrement en montagne. Aujourd'hui, les améliorations structurelles sont liées aux nouveaux défis de l'agriculture qui, selon la Constitution fédérale, doit assurer un rôle multifonctionnel.

L'agriculture valaisanne contribue de manière essentielle au maintien d'un paysage diversifié. Sa présence dans la plaine, sur les coteaux et dans les vallées latérales, ainsi que dans les alpages, favorise notamment le développement des activités socioculturelles et le maintien de la population dans les régions décentralisées. Sous cet aspect, l'entretien du paysage culturel (p.ex. au travers de projets de qualité du paysage (PQP)), la lutte contre l'apparition des friches et l'extension incontrôlée de la forêt, ainsi que l'adaptation de l'offre en produits et prestations agricoles aux besoins du marché, constituent l'enjeu majeur de la politique structurelle cantonale et régionale. Enfin, l'accent doit être mis sur la collaboration avec les communes et les régions dans la planification du développement de l'espace rural.

A.4 Améliorations structurelles

La sous-exploitation des terrains à rendement marginal, la croissance de la forêt, ainsi que l'emprise des terrains à bâtir sur les meilleures terres agricoles, constituent le problème majeur sur les coteaux et dans les vallées latérales. Dans les alpages, la déprise de l'agriculture conduit à l'abandon progressif des bâtiments et des infrastructures. Afin d'inverser cette dynamique, plusieurs instruments permettent de planifier et réaliser des mesures d'améliorations structurelles :

- Des planifications agricoles (PA) : Anniviers, Sierre-Chippis-Chalais-Grône ;
- Des plans de développement de l'espace rural (Pder) : Hérens, Evolène, St-Martin, Mase, Hérémence, Nendaz ;
- Des projets de développement régionaux (PDR) : Zwischbergen, Agro-Espace Leuk, Anniviers, Hérens, Entremont, Val d'Illiez ;
- Des améliorations foncières (AF) d'envergure de type classique (remaniement parcellaire de Fey-Condémines), améliorations alpestres, installations d'irrigation et chemins de dévestiture et d'exploitation ;
- Des améliorations foncières intégrales (AFI) : Gesamtmelioration Visp-Baltschieder-Raron ;
- Des projets de remise en état de murs en pierres sèches (MPS) : Visperterminen, Fully, Bovernier, Martigny – Martigny-Combe.

En région de plaine, les grands projets d'infrastructures (p.ex. A9, 3^e correction du Rhône, renaturation et corrections de cours d'eau, bassins de réduction du marnage) auront des emprises importantes sur les terres agricoles productives. Ils mettent à rude épreuve les exploitations agricoles et les structures de production. Les améliorations structurelles sont destinées à répartir et mutualiser le mieux possible les conséquences des emprises de ces grands projets sur les terres exploitées et les entreprises agricoles.

La planification agricole (PA) est un outil stratégique visant à définir de manière ciblée les besoins de développement de l'agriculture en harmonisant le développement agricole avec le développement territorial. Elle améliore l'intégration de l'agriculture dans les planifications et les projets ayant des incidences sur le territoire en permettant une planification coordonnée et intégrale, ce qui signifie harmoniser entre elles toutes les activités ayant des incidences territoriales, utiliser les ressources naturelles avec ménagement, ainsi que développer le bâti de façon ordonnée et durable.

Selon la loi cantonale sur l'agriculture et le développement rural (LcADR), **le plan de développement de l'espace rural (Pder)** est un instrument stratégique permettant un état des lieux des surfaces souffrant de déprise agricole et offrant la possibilité de définir, du point de vue territorial, les infrastructures manquantes et qui sont à développer. Cette photographie de la situation agricole d'un territoire permet ensuite de définir des solutions et des mesures précises à la problématique observée. Un Pder se justifie notamment lorsqu'une exploitation inappropriée des terres agricoles est constatée, un besoin de coordination manifeste est avéré, ou des projets d'infrastructures d'envergure soustraient des parties importantes de terres productives à l'exploitation agricole.

Les PA ou les Pder sont en principe préalables à la réalisation de **projets de développement régionaux (PDR)**, qui sont des démarches de développement coordonnées de l'espace rural sur plusieurs exploitations ou plusieurs communes. Dans ce cadre peuvent se développer des mesures pour le maintien et la promotion de l'économie alpestre, ainsi que le développement de l'agritourisme.

Après une PA ou un Pder, la mise en œuvre d'**améliorations foncières (AF)** offre un cadre organisationnel approprié pour gérer les aspects fonciers et financiers des projets publics ou privés de mise en valeur du sol. **L'amélioration foncière intégrale (AFI)**, avec ou sans remaniement parcellaire, peut permettre des gains de productivité significatifs et prendre en compte les besoins socioéconomiques, environnementaux et paysagers essentiels. Elle permet d'accompagner l'agriculture dans les pertes subies touchant les surfaces agricoles lors de projets tels que la construction de nouvelles infrastructures de transport (A9), le projet « 3^e correction du Rhône » et d'autres projets d'aménagement ou de renaturation de cours d'eau. D'autre part, le parcellaire est réorganisé et les unités d'exploitation réévaluées. L'équipement agricole est amélioré et modernisé, notamment par des dessertes et des installations d'irrigation, d'évacuation des eaux souterraines ou de surface.

A.4 Améliorations structurelles

Les projets de remise en état de murs en pierres sèches (MPS) répondent au besoin de l'agriculture et permettent de cultiver les terres les plus propices à la culture de la vigne. Ils assurent également le maintien d'un patrimoine socio-culturel et garantissent une image de marque pour le canton du Valais.

En plus des instruments précités, **le remaniement parcellaire intégral** comprend les améliorations d'intérêt général nécessaires pour sa réalisation, notamment la création ou l'amélioration du réseau des chemins, des installations d'irrigation et de drainage, ainsi que d'autres objets liés à des intérêts de protection de l'environnement et de protection contre les dangers naturels. Un remaniement parcellaire est un instrument qui consiste à la mise en commun de biens-fonds d'un territoire déterminé et à leur répartition entre les propriétaires intéressés en vue d'assurer une utilisation appropriée et une meilleure exploitation du sol. Les remaniements parcellaires ne peuvent être exécutés que par un syndicat d'améliorations foncières. **Le remaniement par fermage**, quant à lui, consiste à regrouper les parcelles affermées pour assurer l'exploitation et l'utilisation la plus rationnelle possible de ces surfaces dans une répartition fonctionnelle et équitable entre les divers exploitants.

A l'avenir, la politique structurelle valaisanne devra axer ses objectifs sur l'entretien approprié du territoire et la lutte contre les friches et l'extension de la forêt. Dans nombre de cas, la politique structurelle valaisanne complète la politique fédérale. Toutefois, vu les spécificités de l'agriculture valaisanne (p.ex. taille des exploitations, cultures spéciales), des mesures strictement cantonales devront se développer plus fortement à l'avenir, afin qu'elles soient mieux adaptées aux conditions valaisannes. Enfin, un accent fort sera mis sur la collaboration avec les régions et les communes dans la planification du développement de l'espace rural.

Les prochains projets d'améliorations structurelles devront tenir compte des intérêts agricoles de manière prépondérante, de même que des objectifs de l'aménagement du territoire, de l'économie, de la protection contre les dangers naturels, de la gestion des forêts ainsi que de la protection de la nature, du paysage, des eaux et de l'environnement. Des améliorations structurelles planifiées constituent donc un instrument adéquat afin de pouvoir respecter, au mieux, tous les intérêts liés à un développement territorial régional coordonné.

Coordination

Principes

1. Sauvegarder et garantir l'exploitation adaptée des surfaces agricoles qui doivent être protégées et cultivées dans l'intérêt public, et contribuer au maintien d'espaces ouverts propices à la biodiversité.
2. Favoriser le développement durable de l'agriculture par des cultures adaptées à la situation locale et une exploitation appropriée du sol en vue de conserver sa fertilité à long terme.
3. Faciliter l'exploitation agricole par la réalisation d'améliorations structurelles traditionnelles (ouvrages de génie rural ou bâtiments ruraux et alpestres), des remaniements parcellaires, ou des programmes de remise en état d'infrastructures agricoles.
4. Maintenir ou remettre en état les ouvrages et constructions agricoles dignes de protection et sauvegarder les caractéristiques essentielles des paysages ruraux traditionnels, notamment les terrasses, les murs en pierres sèches, les bisses et les haies.
5. Limiter l'emprise sur les terres agricoles, en particulier celles de bonne qualité, lors de la réalisation de projets d'infrastructures et d'aménagement ou de renaturation de cours d'eau, par la compensation des pertes inévitables, l'adaptation des structures et infrastructures agricoles et l'amélioration qualitative des conditions d'exploitation.
6. Maintenir et promouvoir les milieux vitaux, la diversité des espèces et des structures paysagères, en favorisant notamment la mise en réseaux des surfaces de compensation écologiques dans l'agriculture ainsi que les projets de qualité du paysage (PQP) et en exploitant les synergies avec les compensations écologiques requises par la réalisation d'infrastructures.
7. Lutter contre l'extension de la forêt issue de friches en facilitant la remise en état des surfaces boisées.

A.4 Améliorations structurelles

Marche à suivre

Le canton:

- a) définit des objectifs pour la mise en œuvre des améliorations structurelles en prenant en considération la politique agricole fédérale ;
- b) propose des périmètres méritant des améliorations structurelles adéquates ;
- c) conseille et soutient les communes et les requérants dans le cadre des projets d'améliorations structurelles, et pilote les procédures relatives au développement et à l'approbation des projets, en coordination avec l'aménagement du territoire et le développement économique ;
- d) soutient la réalisation des AFI en rapport avec les projets d'infrastructures et d'aménagement ou de renaturation de cours d'eau ;
- e) gère les projets d'améliorations structurelles sur les plans technique, administratif, juridique et financier.

Les communes:

- a) établissent, seules ou en collaboration avec d'autres communes, un Pder, et fixent les mesures d'améliorations structurelles adaptées aux différentes entités agricoles et paysagères ;
- b) soutiennent les projets d'améliorations structurelles ;
- c) initient ou soutiennent la réalisation d'AF collectives sur leur territoire ;
- d) définissent et mettent en œuvre, en collaboration avec les instances cantonales concernées, des mesures contre l'extension de la forêt, et soutiennent l'exploitation des surfaces agricoles, y compris les alpages, ainsi que le maintien des caractéristiques essentielles des paysages ruraux traditionnels ;
- e) adaptent, si nécessaire, leur plan d'affectation des zones et leur règlement communal des constructions et des zones dans le cadre d'un projet d'amélioration structurelle (p.ex. mesures de protection, d'aménagement, de compensation).

Documentation

SCA, Les améliorations foncières en Valais – Cent ans d'activités, 2004

SEREC, Améliorations des structures agricoles et paysagères dans les périmètres viticoles – Sauvegarde des murs en pierres sèches et du vignoble en terrasses valaisan, SCA, 2001